



CP/4

**Archives d'Eugène Descamps
(1954-1990)**



Photographie : Archives confédérales. Droits réservés

CP/4/1-44

Répertoire numérique détaillé établi par Louissette Battais et complété
par Marie-Eugénie Mougel, archiviste, sous la direction de Hélène
Saudrais, responsable des Archives confédérales de la CFDT

Date de diffusion : novembre 2015
Date de mise à jour : septembre 2017

INTRODUCTION

Identification

Référence

CP/4

Intitulé

Archives d'Eugène Descamps.

Dates

1954-1990

Niveau de description

Le niveau de description choisi est l'article.

Importance matérielle

Le fonds se compose de 44 articles répartis sur 38 boîtes et représentant un volume total de 3.56 mètres linéaires.

Contexte

Nom du producteur

Eugène Descamps

Notice biographique¹

Eugène Descamps, né le 17 mars 1922 à Lommes (Nord), était le fils d'Eugène Henri Descamps, peigneur de lin, puis chauffeur de chaudière, et d'Uranie Leplus, ouvrière du textile, qu'il épousa en 1912. Les deux branches de la famille plongeaient leurs racines en pays flamand, des deux côtés de la frontière. Le père, jeté dans le monde du travail dès l'âge de neuf ans, avait adhéré à la CGT au tournant du siècle, provoquant la fureur du grand-père, lui-même ouvrier filetier misérable, mais catholique pratiquant et adversaire résolu des « rouges ». Devenu anticlérical, mais sans aller jusqu'à l'athéisme, Eugène père adhéra à la SFIO, puis, après la guerre, milita un temps à la CGTU et peut-être même au Parti communiste. Son action syndicale lui valut à plusieurs reprises de perdre son emploi. Du côté maternel, l'identité « rouge » dominait sans partage : le grand-père Leplus fut l'un des pionniers de l'implantation de la CGT à Armentières, et les frères d'Uranie militaient soit à la CGT et à la SFIO, soit à la CGTU et au PCF. Dans sa famille comme dans la cité ouvrière de Lomme où il grandit, le jeune Eugène développa un sens aigu de son appartenance à la classe ouvrière, de la dureté de sa condition (l'une de ses trois sœurs, Blanche, employée dans une filature de lin, mourut à vingt-cinq ans de tuberculose), mais aussi de ses valeurs de solidarité et de lutte. Bon élève à l'école publique, malgré un tempérament bagarreur, boulimique de lecture, il décrocha son certificat d'études à douze ans avec mention « très bien », mais la situation économique de sa famille l'empêcha de poursuivre des études pour devenir instituteur. Après quelques mois de cours supérieur, il entra en février 1935 comme apprenti

¹ Source : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article22419>, notice DESCAMPS Eugène, Paul par Frank Georgi, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 24 janvier 2018.

(coursier) dans une entreprise d'« électricité-téléphonie », tout en suivant des cours du soir d'électricité. La brutalité du patron interrompit prématurément l'essai. Durant les cinq années qui suivirent, Eugène changea six fois d'employeur et de métier : apprenti tisserand, aide greffeur de rosier, garçon boulanger, ouvrier céramiste, apprenti tisserand à nouveau, enfin ouvrier de bouteillerie dans une brasserie lilloise.

En 1935, par la médiation d'un ancien camarade de classe, il assista à une « assemblée de masse » de la JOC. Rien ne prédisposait alors ce jeune garçon se déclarant « communiste » et anticlérical, baptisé mais ayant de lui-même refusé les cours de catéchisme que ses petits voisins suivaient par respect formel de la tradition, à adhérer à un mouvement d'Église. Pourtant, l'ambiance de camaraderie régnant dans le mouvement de jeunesse, l'intérêt porté aux problèmes concrets des apprentis, les responsabilités confiées à de très jeunes gens le séduisirent rapidement. La figure du « Christ ouvrier » dessinée par l'aumônier lui offrit une autre image de la religion et fit naître en lui une foi intense qui allait l'accompagner toute sa vie. Après sa « conversion » et sa communion, il devint pleinement militant de cette JOC du Nord, si proche par son esprit, son goût des défilés spectaculaires et son sens de l'organisation, de sa grande sœur belge. Son dynamisme communicatif lui permit de gravir les échelons du mouvement : collecteur de cotisations à quatorze ans, il fut secrétaire de sa section deux ans plus tard, puis président à la déclaration de guerre, lorsque les aînés partirent.

Trop jeune pour être mobilisé, Eugène Descamps, fidèle à la tradition patriotique familiale, tenta en mai 1940 de gagner la Bretagne pour s'engager. La débâcle le ramena chez lui et il retourna travailler à la brasserie du Pélican, où il devint délégué du comité social d'entreprise. Il reprit parallèlement ses activités jocistes, œuvrant, malgré l'occupation et l'interdiction du mouvement, à la remise en route des sections. En 1941, il devint président de la fédération Lille-Ouest. Il participa à l'été 1942 à une session de formation de fédéraux jocistes à Marly-le-Roi, où il fut impressionné par les exposés du père Albert Bouche sur le mouvement ouvrier, et affirma sa détermination à devenir un « chef ouvrier ». À l'automne, le responsable provincial de la JOC Armand Bonvicini lui proposa de rejoindre l'équipe des permanents du Nord. Malgré l'incompréhension de son patron qui lui laissait envisager une promotion intéressante, il quitta la brasserie en octobre 1942. Chargé du suivi et du développement de cinq fédérations, il travailla également, à l'échelle provinciale, à la création d'une branche de la JOC pour les 14-16 ans. Requis pour le STO, il hésita un moment, puis décida de refuser et bascula dans la clandestinité au printemps 1943. Doté de faux papiers au nom de « Desmoulins », il poursuivit son action de structuration de la JOC, changeant de domicile et d'identité au gré des circonstances, se déplaçant dans différentes régions où il fit la connaissance de futurs camarades de la CFTC, Paul Butet, Robert Duvivier ou Gilbert Declercq. Parallèlement, il organisa le soutien matériel aux réfractaires, en contact avec des résistants plus âgés, issus du syndicalisme chrétien, comme Jules Catoire, aida ponctuellement dans leurs actions de renseignement ou de sabotage ses amis des Jeunes chrétiens combattants.

Au lendemain de l'épreuve, Eugène Descamps s'était imposé comme un organisateur de talent et un tribun de premier plan. Guidé par le père Tiberghien, il approfondit sa réflexion intellectuelle. Lecteur de Mounier, mais aussi de Léon Blum, il suivit avec intérêt les tentatives mort-nées de création d'une force « travailliste » réunissant chrétiens et socialistes. Son caractère impulsif, mais aussi ses violentes diatribes contre le patronat du Nord l'empêchèrent, semble-t-il, de prendre la direction de la province. Au printemps 1946, il devint permanent pour la Lorraine, puis responsable de l'ensemble de la province Alsace-Lorraine. Sillonnant sept départements, il travailla avec les jeunes responsables de la région,

dont Frédo Krumnow. Dans la sidérurgie lorraine, il découvrit la toute-puissance du capitalisme paternaliste du secteur, comme le poids d'une CGT dure et intolérante. Il y fit le choix de devenir responsable syndical. Retourné chez lui en janvier 1948 pour apprendre le métier d'ajusteur à Roubaix dans le cadre d'un stage FPA, il fréquenta l'Union départementale CFTC animée par André Glorieux, ancien de la JOC. Revenu en Lorraine six mois plus tard, il se fit embaucher dans une usine d'Hagondange (Moselle) et prit sa carte de la CFTC. Mais au bout de quelques semaines, il lui fut demandé d'assurer l'intérim d'Henri Fabre, secrétaire général de la JOC, malade. En novembre 1948, il prit ses fonctions au 12 avenue Sœur Rosalie, à Paris. À la tête d'un mouvement rassemblant peut-être 100 000 jeunes, il croisa des personnalités très diverses, de Maurice Thorez à Pierre Teilhard de Chardin, consolida ses relations dans l'épiscopat, apprit à connaître les responsables des autres organisations regroupées dans l'ACJF, comme Michel Debatisse et surtout René Rémond, avec lequel il se rendit en Allemagne pour la première rencontre des organisations de jeunesse des deux pays. Des réunions régulières avec le MPF, la gauche du MRP et des minoritaires de la CFTC lui firent apprécier Paul Vignaux et les analyses de Reconstruction. Alors qu'il pensait, à l'issue de son mandat, reprendre son travail à Hagondange, il accepta, après réflexion, de prendre en main l'implantation de la CFTC dans la sidérurgie lorraine.

En mars 1950, devenu permanent syndical, il débarqua à Hayange en pleine grève de la sidérurgie. Malgré la faiblesse de ses moyens, il se lança à corps perdu dans l'action aux côtés de la CGT, s'imposa dans les comités et sur les tribunes, lutta, après l'échec de la grève, pour obtenir la réintégration des syndicalistes licenciés. Son activisme provoqua l'agacement des anciens de la CFTC comme des dirigeants cégétistes, mais lui valut une réelle popularité auprès des travailleurs, ce qui facilita son travail de syndicalisation. Décidé à pratiquer l'unité d'action avec la CGT sur le plan professionnel, il s'en sépara nettement sur le plan politique, soutenant la mise en place de la CECA et apportant même sa pierre à la campagne législative de Robert Schuman. Au cours de ces années de travail acharné, dans des conditions matérielles précaires, il épousa une jeune Lorraine, secrétaire à l'UD de Moselle, Carmel Sharff. Le premier de leurs deux fils naquit en août 1953, au cœur de la grande grève de l'été.

Sur le plan national, Descamps, qui assistait quand il le pouvait aux réunions du bureau fédéral de la Métallurgie, prit la responsabilité de la branche sidérurgie et de la formation des militants. Il siégea également, au nom de sa fédération, au comité national confédéral. Mais son influence réelle, nourrie par son charisme et son prestige d'ancien secrétaire général de la JOC, débordait de loin ses fonctions officielles. Au sein d'une fédération faible et divisée, il occupait une position stratégique. En accord avec Reconstruction sur nombre d'orientations, il s'en distinguait par ses positions européennes, par une inspiration religieuse pleinement assumée, par la priorité donnée à l'unité de l'organisation. Les dirigeants fédéraux lui confièrent la rédaction du rapport d'orientation pour le congrès de 1952, où il affirma, dans un style encore marqué par la JOC, sa volonté de construire un syndicalisme de masse, ouvert aux croyants et aux non-croyants, citant Mounier et Blum, Pelloutier et Maritain, Pie XII et Proudhon, et traçant les grandes lignes d'une démocratie ouvrière, personnaliste et socialisante. Plébiscité par les métallos, son rapport fut peu apprécié par le président Gaston Tessier (« Notre maison n'est pas socialiste ! »). Mais le secrétaire général de la CFTC, Maurice Bouladoux, favorable à un apaisement des tensions internes, l'associa à la préparation du rapport d'orientation pour le congrès de mai 1953, avant que les grèves d'août 1953 ne ruinent les tentatives de rapprochement et n'ancrent clairement Descamps dans la minorité. En janvier de l'année suivante, il fut élu secrétaire général de la Métallurgie CFTC, avec pour mission de « réorganiser » la petite fédération ouvrière.

Faute de moyens, le nouveau dirigeant vécut seul un an et demi dans un hôtel parisien, avant de pouvoir aménager avec sa famille dans un HLM de Créteil. Entouré d'une équipe solide, dont Jean Lannes, puis Laurent Lucas, il entreprit un travail systématique de structuration et d'implantation, et tira le meilleur parti des grèves de l'été 1955, parties de Saint-Nazaire et Nantes. Il travailla à l'extension du mouvement dans l'unité et à la généralisation des avantages acquis, par les accords d'entreprise et les conventions collectives, dynamique qui aboutit sur le plan interprofessionnel à la création en 1957 de l'UNIRS (retraites complémentaires) et en 1958 de l'UNEDIC (assurance-chômage). Les effectifs fédéraux doublèrent sous son mandat, renforçant le poids de la Fédération au sein de la CFTC. Descamps, qui avait vivement critiqué la politique de la direction de la centrale au congrès de 1955, avait été battu lors de l'élection au conseil confédéral, repêché de justesse grâce à la démission d'un élu du SGEN décidé à céder la place au nouveau héraut « ouvrier » de la minorité. Au cours des deux années qui suivirent, les options du dirigeant métallurgiste en faveur du « socialisme démocratique » comme son projet de quitter la petite Internationale chrétienne des métaux pour la FIOM, puissante organisation professionnelle liée à la CISL, ravivèrent les tensions. Le congrès houleux de juin 1957 le vit pourtant faire son entrée au bureau confédéral, mais, refusant d'être l'alibi « minoritaire » d'une direction homogène, il en démissionna sous les acclamations de ses camarades. Cependant, soucieux de l'unité de la CFTC, il accepta la main tendue par les dirigeants confédéraux, Maurice Bouladoux, André Jeanson et Théo Braun, et il participa activement aux négociations qui permirent à la fin de l'année 1957 d'associer les minoritaires à la direction de la CFTC. Eugène Descamps retrouva son poste au BC et prit en charge le secteur professionnel et social. Au congrès de 1959, il fut élu vice-président confédéral. Ses qualités militantes et humaines, sa popularité dans l'organisation, son indépendance à l'égard de Reconstruction, ses convictions religieuses connues de tous faisaient du leader des métallurgistes le dirigeant le plus à même de conduire sans rupture grave la transformation du syndicalisme chrétien. Au congrès de juin 1961, malgré les réserves de certains minoritaires et les craintes des traditionalistes, il succéda à Georges Levard comme secrétaire général de la CFTC.

La première année de son mandat fut dominée par la question algérienne. Depuis longtemps partisan de la négociation, il avait veillé à ne pas creuser le fossé entre les responsables les plus engagés du côté de l'indépendance et la masse des adhérents. Hostile au 13 Mai, il apporta un soutien critique à de Gaulle. En 1961, il rencontra les dirigeants de l'UGTA à Tunis, poussa à l'organisation de manifestations pour accélérer la reprise des pourparlers, malgré les menaces de mort de l'OAS. Cette période intensément « politique » lui permit de nouer des contacts très larges, du PSU aux gaullistes de gauche, en passant par la SFIO, mais aussi l'UNEF et le CNJA. Elle consolida également ses relations avec les anciens « majoritaires » de la CFTC. Dans ce contexte, Descamps fut la cheville ouvrière de la déconfessionnalisation du syndicalisme chrétien, qu'il conduisit en veillant à rassurer les milieux d'Église, et en recherchant obstinément le consensus interne, quitte à braquer les plus intransigeants des ex-minoritaires. Reconduit comme secrétaire général de la CFTC devenue CFDT en novembre 1964, il regretta profondément de n'avoir pu empêcher le départ des mineurs de Joseph Sauty. La période qui suivit fut empreinte d'une certaine prudence sur le plan politique et idéologique, Descamps étant partisan d'une évolution progressive. En revanche, face au refus de négocier du gouvernement et du patronat, et à l'hostilité de FO, il imposa à son état-major réticent un pacte d'unité d'action avec la CGT au plan confédéral, conclu en janvier 1966. Porteuse d'une relance de l'action revendicative, mais enjeu politique majeur, l'action commune se heurta à de vives critiques de la part d'Edmond Maire et de Marcel Gonin, par ailleurs hostiles au « pouvoir personnel » du secrétaire général. En Mai 68, Descamps adopta une approche pragmatique. Tout en soutenant les étudiants et en appuyant la

perspective d'« autogestion » avancée le 16 mai, il s'efforça de ne pas rompre avec la CGT et s'appuya sur la grève générale pour arracher à Grenelle des avancées concrètes, en particulier sur le droit syndical. Devant le vide politique, il lança cependant, le 29 mai, un appel à Pierre Mendès France.

De la tempête de Mai, la CFDT ressortit transformée et « gauchie ». Fragilisé physiquement et politiquement, Descamps, réservé sur la réforme des structures confédérales et sur les nouvelles « tables de la loi » du socialisme autogestionnaire, assumait cependant les orientations du congrès de 1970. Un accident de santé l'obligea à écourter son mandat. Après avoir envisagé un successeur plus proche de ses orientations (Jean Monnier), il dut se résoudre, en septembre 1971, à transmettre le flambeau à Edmond Maire. Adhérent au PS de 1971 à 1979, il envisagea de prendre des responsabilités politiques, mais son état de santé le lui interdit. Il fut, non sans mal, recruté comme enseignant contractuel, puis professeur associé à l'UER de droit de Nanterre, où il initia les étudiants de maîtrise et de DEA au droit du travail, à la négociation collective et aux sociétés multinationales. En 1983, malgré sa passion pour son nouveau métier, sa santé de plus en plus précaire le contraignit à prendre sa retraite dans la Drôme. Simple adhérent au SGEN, puis à l'Union confédérale des retraités, il n'en suivit pas moins l'évolution de sa confédération d'un œil de plus en plus critique tout au long des années 1980, polémiqua publiquement avec son successeur, accusé d'entraîner la CFDT dans une « dérive » libérale et anti-unitaire. Si ses prises de position furent partagées par certains de ses vieux camarades, comme Albert Détraz ou Gilbert Declercq, d'autres anciens minoritaires, tels Laurent Lucas ou René Mathevet, exprimèrent durement leur réprobation, provoquant colère et tristesse chez Descamps. De plus en plus éprouvé par la maladie et des interventions chirurgicales successives, le vieux lutteur, militant emblématique de la JOC et bâtisseur de la CFDT, s'éteignit à l'hôpital municipal de Buis-les-Baronnies dans la nuit du 8 octobre 1990.

Historique de la conservation

Eugène Descamps conservait une partie de ses archives chez lui avant son versement. Le fonds est aujourd'hui conservé aux Archives confédérales de la CFDT.

Modalités d'entrée

En l'absence de contrat de don ou de dépôt, il est impossible de savoir quand et dans quelles circonstances ce fonds est arrivé aux Archives confédérales. Une partie a probablement été versée par sa famille à sa mort.

Contenu et structure

Présentation du contenu et mode de classement

Ce fonds rassemble les documents établis par Eugène Descamps dans le cadre de ses responsabilités à la tête de la Confédération. Il offre un aperçu de la politique menée par la CFTC, puis la CFDT du point de vue économique, social et revendicatif.

Accroissements

Ce fonds est clos. Aucun accroissement n'est à prévoir.

Conditions d'accès et utilisation

Statut juridique

Archives privées. Il ne s'agit pas à proprement parler d'archives personnelles, mais plutôt du fonds d'une personne, constitué dans le cadre de ses activités professionnelles.

Conditions d'accès

Dans le cas de fonds personnels d'anciens responsables CFDT, c'est le contrat de don ou de dépôt, signé par le producteur et/ou le dépositaire, qui définit les règles de communication. Le fonds Eugène Descamps ne disposant pas de contrat signé, les délais de communication appliqués se calquent sur ceux des archives confédérales.

Conditions de reproduction

La reproduction des documents de ce fonds est soumise à la réglementation en vigueur aux Archives confédérales.

Langue et écriture des documents

Française.

Instruments de recherche

Répertoire numérique détaillé.

Sources complémentaires

Existence et lieu de conservation des originaux

Archives confédérales de la CFDT, Paris.

Sources complémentaires

Archives confédérales, CFDT

- CBA/2.34-CBA/2/39 : interview d'Eugène Descamps (enregistrement sonore).²
- CDIE/38/6 : Activité du département international.
- CG/7 : dossier du Conseil confédéral (1953-1970)
- CG/8 : dossiers de la Commission exécutive (depuis 1970)
- CG/9 : dossiers du Bureau confédéral (depuis 1970)
- CG/11 : dossiers des congrès confédéraux (depuis 1919).
- CH/6/115 : Relations entre la Confédération et la Fédération de la Métallurgie.
- CH/7/9-CH/7/14 : Correspondance d'Eugène Descamps, secrétaire général de la CFTC.
- CH/7/18 : Dossiers d'Eugène Descamps, secrétaire général de la CFTC puis de la CFDT, sur le fonctionnement du secrétariat confédéral, sur les relations avec la CGT et les questions politiques.
- CH/7/33 : Dossier personnel d'Eugène Descamps, secrétaire général de la CFTC, sur les positions de la minorité CFTC et de l'église catholique sur le syndicalisme en France et sur l'évolution de la CFTC.
- CH/7/37 : Congrès de la Fédération des mineurs CFTC puis CFDT dans le cadre de l'évolution et de la scission CFTC-CFDT de novembre 1964.
- CH/7/38 : Procès entre la CFDT et la CFTC suite à la scission intervenue lors du

² Il existe une transcription écrite non définitive de cette interview.

congrès extraordinaire de novembre 1964.

- CH/7/57 : Dossiers de responsables du Secrétariat général de la CFDT sur les événements de mai-juin 1968 et sur le droit syndical dans l'entreprise.
- CH/7/313 : Réforme des structures confédérales.
- CH/8/156 : Interview d'Eugène Descamps à l'occasion de l'émission "Le Point" sur les syndicats et l'action sociale le 17 février 1966.
- CP/30 : archives de Jean Maire (1937-2004)

Archives interfédérales, CFDT

- FB/1/44 : procès-verbaux, notes manuscrites et documents de travail des réunions du bureau fédéral de la fédération de la Métallurgie (1955-1958).
- FB/1/45 : Procès-verbaux, notes manuscrites et documents de travail des réunions du bureau fédéral puis commission exécutive de la fédération de la Métallurgie (1959-avril 1968).
- FB/1/54 : Interventions et notes de la FGM sur l'évolution et la réforme des structures de la CFTC.
- FBP/4/13 : « Eugène Descamps, Le socialisme démocratique », proposition de contenu, n° spécial de *Bulletin du militant*, mai 1957, 32 pages.
- FF/12/19 : Brochures sur l'histoire du syndicalisme et sur l'orientation confédérale et fédérale (dont brochures d'Eugène Descamps).
- FS/30/7 : SGEN. - Congrès national de Tours, 22-25 mars 1970 (fonds personnel de George Jacques).

Archives nationales du monde du travail, Roubaix

- 1994 024, 1995 067, 1997 039, 2002 0033, 2002 045, 2003 043 : Union régionale CFDT du Nord-Pas de Calais.
- 2002 009 : fonds Eugène Descamps, dirigeant de la JOC et des centrales syndicales CFTC et CFDT, professeur d'enseignement supérieur.

Bibliographie

Ouvrages d'Eugène Descamps

- DESCAMPS Eugène, *Militer, une vie pour un engagement collectif*, Librairie Athèmes Fayard, Paris, 1971, 271 p.
- DESCAMPS Eugène, *Chronique sociale de France, Socialisation et personne humaine : 47ème semaine sociale de France*, Chronique sociale de France, Grenoble, 1960, 436 p.
- DESCAMPS Eugène, DETRAZ Albert, *Positions et actions de la CFDT au cours des événements de mai-juin 1968*, Syndicalisme, 1969, 191 p.
- DESCAMPS Eugène, GENTIL André, *Les œuvres sociales des CE, CFTC*, 1960, 200 p.
- DESCAMPS Bernard, DESCAMPS Eugène, *Les Sociétés Multinationales. Pouvoirs et contre-pouvoirs*, Les chroniques sociales, 1985, 165 p.
- DESCAMPS Eugène, HENRY François, MAIRE Edmond, SAVOILLAN Charles, *Paul Vignaux, un intellectuel syndicaliste*, Syros Alternatives, Paris, 1988, 228 p.
- COURS-SALIE Pierre, DECLERCQ Gilbert, DESCAMPS Eugène, DETRAZ Albert, *La CFDT : un passé porteur d'avenir. Pratiques syndicales et débats stratégiques depuis 1946*, La Brèche PEC, Montreuil, 1988, 480 p.

Ouvrages sur Eugène Descamps

- BAUCHARD Philippe, BRUZEK Maurice, *Le syndicalisme à l'épreuve*, Robert Laffont, Paris, 1968, 366 p.
- GEORGI Franck, *Eugène Descamps, chrétien et syndicaliste*, l'Atelier, 1997.
- GEORGI Franck, « DESCAMPS Eugène », in *Le Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social de 1940 à mai 1968*, tome 4, Les éditions de l'Atelier, Paris, 2008, 460 p.
- LAUNAY Michel, « Eugène Descamps », in *Les grands révolutionnaires : le syndicalisme français*, Martinsart, 1985.

Ouvrages sur le syndicalisme dans le Nord-Pas-de-Calais

- BETOUARD Bruno, *Un siècle de combat syndical, l'histoire de la CFTC-CFDT du Nord-Pas de Calais, 1893-1998*, ARHOS (Association pour l'Histoire Economique et Sociale), Lille, 2013, 199 p.

Ouvrage sur la Fédération de la Métallurgie

- GEORGI Frank, *Soufflons nous-même notre forge. Une histoire de la Fédération de la métallurgie CFTC-CFDT (1920-1974)*, L'Atelier, 1991.

Ouvrages sur la CFTC/CFDT

- ADAM Gérard, *La CFTC 1940-1958. Histoire politique et idéologique*, Armand Colin, 1964.
- BRANCIARD Michel, *Histoire de la CFDT. 70 ans d'action syndicale*, La Découverte, 1990.
- BRANCIARD Michel, *Un syndicat dans la guerre d'Algérie. La CFTC qui deviendra la CFDT*, Syros, 1984.
- GEORGI Franck, *L'invention de la CFDT 1957-1970*, L'Atelier, CNRS, Paris, 1995.
- HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Ramsay, 1982.

Ouvrage sur la Jeunesse ouvrière chrétienne

- BOURDAIS Henry, *La JOC sous l'occupation allemande*, L'Atelier, 1995.

Contrôle de la description

Notes de l'archiviste

Instrument de recherche rédigé par Louissette Battais. Inventaire complété et introduction rédigée en 2015 par Marie-Eugénie Mougel, archiviste, sous la direction d'Hélène Saudrais, responsable des Archives confédérales de la CFDT.

Règles ou conventions

Cet instrument de recherche a été rédigé selon la norme générale et internationale de description archivistique ISAD (G), et selon la norme internationale sur les notices d'autorité utilisées pour les archives relatives aux collectivités, aux personnes et aux familles ISAAR (CPF).

Dates de la description

Novembre 2015.

PLAN DE CLASSEMENT

Fonctionnement de la Confédération	CP/4/1-CP/4/6
Organisation des structures.....	CP/4/7-CP/4/11
Point de vue sur la situation politique française et internationale	CP/4/12-CP/4/18
Relations avec d'autres syndicats	CP/4/19-CP/4/21
Activité revendicative et politique confédérale.....	CP/4/22-CP/4/44
Actions revendicative globales	CP/4/22-CP/4/25
Emploi et conditions de travail	CP/4/26-CP/4/32
Salaires et fiscalité	CP/4/33-CP/4/35
Sécurité sociale	CP/4/36-CP/4/38
Droits syndicaux et lutte contre la répression syndicale.....	CP/4/39-CP/4/41
Femmes et jeunes.....	CP/4/42-CP/4/43
Désarmement	CP/4/44

INSTRUMENT DE RECHERCHE

Fonctionnement de la Confédération

- CP/4/1** Secrétariat confédéral, organisation: organigrammes (1958-1970), plans de travail (1961-1970), enquête du Bureau de recherches d'analyses et d'études coordonnées (BRAEC) sur le lancement d'un magazine confédéral (1962).
1958-1970
- CP/4/2-CP/4/3** Secteurs confédéraux, organisation.
1958-1970
- CP/4/2** Correspondance, organigrammes, plans de travail circulaires, notes de travail et comptes rendus de réunion sur l'organisation des secteurs économique, international, politique et juridique (1959-1967).
CP/4/3 Correspondance, organigrammes, plans de travail circulaires, notes de travail et comptes rendus de réunion sur l'organisation des secteurs formation, social et professionnel et de Fédérations et Unions départementales (1958-1970).
- CP/4/4** Structures confédérales : procès-verbaux des réunions de la commission confédérale "Organisation".
1964-1966
- CP/4/5** Départ de Georges Levard de la présidence de la CFDT : correspondance, articles de la presse confédérale et nationale.
mai-juin 1967
- CP/4/6** Hommage à Eugène Descamps décédé le 9 octobre 1990 : condoléances de personnalités de la CFDT et d'autres organisations, discours d'André Jeanson du 21 novembre 1990.
1990

Organisation des structures

- CP/4/7** Campagnes de recrutement national : notes, brochures sur le développement syndical et la constitution d'un syndicat.
1961-1968
- CP/4/8** Fonds de développement, politique d'intervention : correspondance, notes de travail et financières, comptes rendus de réunions sur la situation du fonds (1965-1966) et sur la situation des permanents fédéraux et régionaux (1965-1969).
1965-1969

- CP/4/9** Développement du plan de financement, interventions du fonds d'organisation confédéral : correspondance, notes, demandes d'interventions, comptes rendus de la commission confédérale pour des fédérations et des unions départementales.
1965-1968
- CP/4/10** Relations avec les fédérations : correspondance, circulaires, statuts et règlement de la Fédération générale CFDT des gens de mer (1965), notes et comptes rendus de réunion sur le regroupement et les fédérations (1965-1967).
1965-1967
- CP/4/11** Conflits internes : correspondance, notes, circulaires, rapports sur les problèmes entre la Confédération et l'union départementale des Bouches du Rhône (1966-1968) et avec des fédérations.
1966-1971

Point de vue confédéral sur la situation politique française et internationale

- CP/4/12** Situation politique en France de 1954 à 1963 : notes internes, brochures.
1954-1963
- CP/4/13** Partis politiques français : notes, brochures, dossier de presse sur le Mouvement républicain populaire (MRP), l'Union démocratique du travail (UDT) et le Parti communiste français (PCF), rapports internes sur le communisme français et international.
1956-1963
- CP/4/14** Situation politique et syndicale internationale : correspondance, notes, presse sur la situation syndicale et politique en Allemagne, Suède, Italie, Espagne, Portugal, Hongrie, Yougoslavie, Grèce, États-Unis et en Amérique Latine.
1962-1963
- CP/4/15** Planification démocratique : rapports.
1959-1962
- CP/4/16** Travaux des commissions du IV^{ème} Plan : correspondance, notes et rapports sur les positions de la CFDT.
1961-1963
- CP/4/17** Travaux des commissions des V^{ème}-VI^{ème} Plans : correspondance, notes et rapports sur les positions de la CFDT (1965-1966 et 1969-1970), action de la fédération générale de la Métallurgie concernant le plan sur la sidérurgie française (1966-1967).
1965-1970
- CP/4/18** Activité du groupe de recherches ouvrier-paysan (GROP) : correspondance, notes de travail, comptes rendus de réunions.
1961-1964

Relations avec d'autres syndicats

- CP/4/19** Relations avec Force ouvrière (FO) : correspondance (1961-1971), comptes rendus de rencontres CFDT-FO (1966-1971), dossier de presse sur la situation de FO (1961-1968).
1961-1971
- CP/4/20** Unité d'action avec la CGT : correspondance, communiqués de presse, tracts, notes, comptes rendus de rencontres, articles de presse.
1965-1968
- CP/4/21** Relations entre certaines fédérations et unions départementales CFDT et des organisations de la CGT et de FO : correspondance, communiqués, notes.
1965-1970

Activité revendicative et politique confédérale

CP/4/22-CP/4/25 Actions revendicatives globales

- CP/4/22** Correspondance, communiqués, tracts, circulaires, bulletins, notes confédérales, fédérales et régionales sur l'activité revendicative de la CFDT, articles de presse.
1964-1965
- CP/4/23** Correspondance, communiqués, tracts, circulaires, bulletins, notes confédérales, fédérales et régionales sur l'activité revendicative de la CFDT et notamment pour les manifestations nationales du 17 mai 1966, du 1^{er} février 1967 et du 13 décembre 1967, articles de presse (1966-1967).
1966-1967
- 4CP/4/24** Correspondance, communiqués, tracts, circulaires, bulletins, notes confédérales, fédérales et régionales sur l'activité revendicative de la CFDT, articles de presse.
1968
- CP/4/25** Correspondance, communiqués, tracts, circulaires, bulletins, notes confédérales, fédérales et régionales sur l'activité revendicative de la CFDT, articles de presse.
1969-1970

CP/4/26-CP/4/32 Emploi et conditions de travail

- CP/4/26** Relations avec le CNPF concernant des négociations sur l'emploi et les conditions de travail : correspondance, notes, comptes rendus de réunions, articles de presse.
1961-1970
- CP/4/27-CP/4/28** Emploi.
1963-1969

CP/4/27 Correspondance, communiqués, notes, études internes sur l'emploi (1963-1967), dossier de travail de la conférence nationale sur l'emploi à Nantes les 3-5 mai 1963, notes relatives aux positions de la CFDT sur les problèmes de concentration des entreprises (1965-1968), notes sur les négociations de la CFDT avec le CNPF sur l'indemnisation du chômage (1967-1968), note relative à la CFDT non signataire de l'accord sur le chômage partiel du 22 février 1968 (1963-1968).

CP/4/28 Brochures et notes sur la politique confédérale en matière d'emploi (mai 1968-mars 1969), rapport du BRAEC sur le travail temporaire en France (1968), livre noir CFDT du 16 mars 1968 sur l'emploi en Loire-Atlantique (1968-1969).

CP/4/29 Réduction du temps de travail : correspondance (1967-1969), notes et rapports confédéraux (1960-1965), positions de la CFTC sur le travail à temps partiel (1963-1964).

1960-1969

CP/4/30 Formation professionnelle : correspondance, communiqués, circulaires, notes, rapports, presse.

1962-1968

CP/4/31 Action de la Confédération et de la fédération Chimie pour dénoncer l'accident de la raffinerie de Feysin (Rhône-Alpes) : correspondance, notes, brochures sur les causes et conséquences de la catastrophe.

1966

CP/4/32 Intéressement et participation du personnel dans l'entreprise : notes confédérales, brochures confédérales régionales et fédérales, presse.

1959-1962, 1965-1969

CP/4/33-CP/4/35 Salaires et fiscalité

CP/4/33 Salaires : correspondance, communiqués, circulaires, tracts, notes de travail, comptes rendus de réunions, presse interne.

1957-1964

CP/4/34 Négociations pour des conventions salariales : correspondance, notes, déclarations sur les accords pour des contrats de conventions salariales pour les cheminots, la métallurgie, la fonction publique et EDF-GDF.

1969-1971

CP/4/35 Fiscalité : correspondance, notes et rapports sur la fiscalité et l'impôt.

1959-1973

CP/4/36-CP/4/38 Sécurité sociale

CP/4/36 Correspondance, communiqués, notes et rapports sur l'action de la CFTC pour la défense de la Sécurité Sociale (1960-1964), analyse des résultats de la CFTC pour les élections Sécurité Sociale de 1955 et 1962.

1955-1964

CP/4/37 Position de la confédération concernant les ordonnances sur la Sécurité sociale : correspondance, ordonnances, notes, rapports et presse confédérale sur la position et l'action de la CFDT (1967-1968), rapports du BRAEC sur l'industrie pharmaceutique en France (juin-octobre 1967).

1967-1968

CP/4/38 Position des fédérations et unions départementales concernant les ordonnances sur la Sécurité sociale : correspondance, ordonnances, notes, rapports et presse fédérale et départementale sur la position et l'action de la CFDT.

1967-1968

CP/4/39-CP/4/41 Droits syndicaux et lutte contre la répression syndicale

CP/4/39 La CFTC et les prud'hommes : circulaires, notes et brochures confédérales.

1961-1964

CP/4/40 Lutte de la fédération de la Métallurgie contre l'action de la Confédération française du travail (CFT) dans l'usine automobile Chrysler-France à Poissy : correspondance, communiqués de presse, notes (septembre-octobre 1970), note du secteur politique confédéral sur le syndicalisme indépendant (juin 1969).

1969-1970

CP/4/41 Droit syndical d'entreprise : correspondance, circulaires, tracts, notes, sessions de recherches sur le droit syndical (1958-1971), sur les atteintes aux droits syndicaux (1966-1968), dossier de la FGM sur l'opération Citroën pour la défense des droits syndicaux (1966-1967), action de la CFDT contre la répression syndicale (1970-1971).

1958-1971

CP/4/42-CP/4/43 Femmes et jeunes

CP/4/42 Travail des femmes : plan de travail du secteur féminin en 1964-1965, circulaire confédérale sur le problème des travailleuses familiales (janvier 1966), notes et comptes rendus de réunions du groupe de travail confédéral "Libre-Choix" (1965-1970), campagne CFDT-CGT sur l'égalité des salaires (1966-1967), colloque CFDT "Femmes au travail" à Paris les 17-19 mai 1967.

1964-1970

CP/4/43 Relations avec l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) : correspondance, communiqués, notes.

1961-1971

CP/4/44 Désarmement

CP/4/44 Force de frappe nucléaire : correspondance, notes confédérales et fédérales sur le désarmement.

1962-1965

INDEX DES MOTS MATIÈRES

Note : le renvoi se fait à la cote.

- Bureau de Recherches d'Analyses et d'Etudes Coordonnées (BRAEC) :**
CP/4/1, CP/4/28, CP/4/37
- Cheminot :** CP/4/34
- Chômage :** CP/4/27
- Colloque :** CP/4/42
- Communisme :** CP/4/13
- Convention :** CP/4/34
- Confédération française du travail (CFT) :** CP/4/40
- Confédération général du travail (CGT) :** CP/4/20, CP/4/21, CP/4/42
- Conseil national du patronat français (CNPFF) :** CP/4/26, CP/4/27
- Désarmement (militaire) :** CP/4/44
- Élection :** CP/4/36
- EDF-GDF (Electricité et gaz de France) :** CP/4/34
- Emploi :** CP/4/26-CP/4/28
- Fédération générale des gens de Mer :**
CP/4/10
- Fédération de la métallurgie :** CP/4/40
- Fédération de la Chimie :** CP/4/31
- Femme :** CP/4/42
- Fiscalité :** CP/4/35
- Fonds de développement :** CP/4/8
- Fonds d'organisation confédéral :**
CP/4/9
- Force ouvrière (FO) :** CP/4/19, CP/4/21
- Groupe de recherche ouvriers-paysans (GROP) :** CP/4/18
- Impôt :** CP/4/35
- Mouvement Républicain Populaire (MRP) :** CP/4/13
- Négociation :** CP/4/26, CP/4/27, CP/4/34
- Nucléaire (énergie) :** CP/4/44
- Parti communiste français (PCF) :**
CP/4/13
- Pharmaceutique (industrie) :** CP/4/37
- Planification économique :** CP/4/15
- Prud'hommes (tribunal) :** CP/4/39
- Recrutement :** CP/4/7
- Réduction du temps de travail :** CP/4/29
- Répression syndicale :** CP/4/41
- Salaire :** CP/4/33, CP/4/42

Sécurité Sociale : CP/4/36-CP4/38

**Union démocratique du travail (UDT) :
CP/4/13**

Secrétariat confédéral : CP/4/1

Union départementale : CP/4/3, CP/4/11

Sidérurgie : CP/4/17

**Union Nationale des Etudiants de
France (UNEF) : CP/4/43**

Temps partiel : CP/4/29

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Note : le renvoi se fait à la cote.

CHRYSSLER (usines) : CP/4/40

JEANSON, André : CP/4/6

CITROËN (usines) : CP/4/41

LEVARD, André : CP/4/5

DESCAMPS, Eugène : CP/4/6

INDEX DES NOMS DE LIEUX

Note : le renvoi se fait à la cote.

Allemagne : CP/4/14

Amérique latine : CP/4/14

Bouches-du-Rhône : CP/4/11

Espagne : CP/4/14

États-Unis : CP/4/14

Feysin (Rhône-Alpes) : CP/4/31

France : CP/4/12, CP/4/28, CP/4/37,
CP/4/40, CP/4/43

Grèce : CP/4/14

Hongrie : CP/4/14

Italie : CP/4/14

Loire-Atlantique : CP/4/28

Nantes (Loire-Atlantique) : CP/4/27

Poissy (Yvelines) : CP/4/40

Portugal : CP/4/14

Suède : CP/4/14

Yougoslavie : CP/4/14

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	p. 2
Plan de classement	p. 11
Instrument de recherche	p. 12
Index des mots matière	p. 17
Index des noms de personnes	p. 19
Index des noms de lieux	p. 20